

➔ **EUROPE.** Les dix ans de l'euro, les vingt ans de Maastricht, vus par Valéry Giscard d'Estaing

PERSPECTIVES 2012
« C'est une crise fabriquée »

Ancien président de la République française, il a, également, dirigé la rédaction de la Constitution européenne en 2003.

Dix ans après sa création, l'euro est-il ou non en crise ?

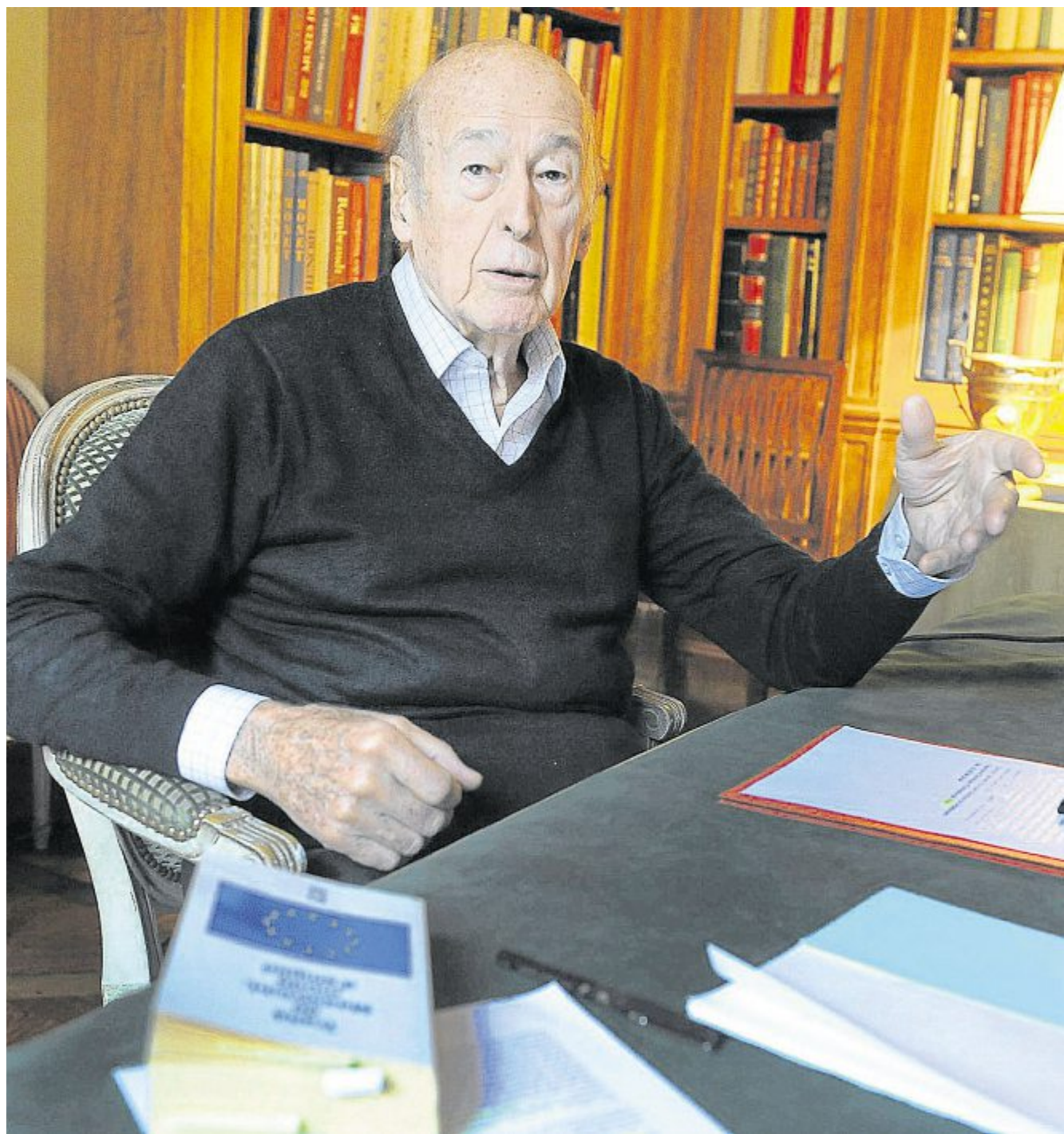
Valéry Giscard d'Estaing : « Non, il n'y a pas de crise de l'euro. C'est une crise fabriquée de l'extérieur. Nous nous trouvons dans une configuration monétaire internationale déstabilisée, où la monnaie européenne fait l'objet de l'attaque organisée et délibérée des marchés financiers, en particulier anglo-saxons. Une spéculation détestable qui consiste à transférer des sommes importantes du secteur économique en direction du secteur financier. Le tout sans réglementation ni sanction ».

D'où vient le scepticisme pour la monnaie européenne ?

« D'abord, il reste minoritaire. Et quand une petite partie des Français se prononce en faveur d'un retour au franc, elle exprime, en réalité, une inquiétude plus générale : elle vise un chômage manifestement trop élevé et juge l'économie dans son ensemble. Or, ce n'est pas l'euro qui est en cause, ce sont les finances publiques, avec l'accroissement de la dette et des déficits, dans des proportions totalement anormales. Ces dérives étaient pourtant interdites par le traité de Maastricht ».

Ce traité, justement, est-il une réussite ?

« Maastricht reste un très bon traité, mais dont on n'a pas recueilli les fruits espérés. Dans sa partie monétaire, la stabilité des prix constituait l'objectif n° 1, et celui-ci a été atteint jusqu'à aujourd'hui car la hausse des prix dans la zone euro n'a pas dépassé 2 % par an. L'euro est également devenu une monnaie de ré-



« Si le Traité et le projet de Constitution européenne avaient été appliqués, nous serions dans une situation différente ». Photo CO/Ph.Dobrowolska

serve mondiale, la 2^e après le dollar. C'est donc un grand succès. Ce qui occulte ce résultat, ce sont des faits extérieurs. Et c'est également la conséquence d'un mauvais traité, celui de Nice, signé en 2001. Il a en partie démolit l'accord de Maastricht, notamment en mettant à égalité tous les pays. Que Malte puisse peser autant que l'Allemagne dans les décisions économiques n'a aucun sens ».

C'était alors une Europe à 12. À 27, est-ce viable ?

« Non. L'Europe à 27 est effectivement devenue in-

gouvernable et, de fait, on a vu qu'elle n'est pas gouvernée. L'un des objectifs de Maastricht était d'aboutir à une politique étrangère commune. Où est-elle ? Qui la connaît ? Anormal encore : seulement 16 pays sur 27 ont adopté l'euro. De sorte que dans la crise actuelle, les Anglais ou les Suédois n'ont pas donné un centime d'aide aux pays en crise ».

Quelles initiatives faudrait-il prendre ?

« La première chose serait de faire vraiment fonctionner la zone euro. Toutes les règles et sanctions sont

déjà prévues, appliquons-les ! Les pays de l'euro, dans l'idéal, devraient se réunir une fois par mois, en présence d'un secrétaire général qu'il faudrait nommer très vite ».

A-t-on raison de s'affoler de la perte du triple A ?

« Cette dégradation n'est pas une catastrophe. Sur le plan financier, cela n'a aucune importance. Cette affaire des agences de notation est d'ailleurs très critiquable. Elles existent pour éclairer les investisseurs qui peuvent manquer d'information sur telle ou

telle entreprise. Ce n'est pas leur rôle de noter les États. La France paiera sa dette. Elle l'a toujours fait ».

Propos recueillis par Yves Durand

BIO EXPRESS

- 1926 : naissance à Coblenz (Allemagne).
- 1959 : secrétaire d'État aux Finances.
- 1974 - 1981 : président de la République française.
- 2003 : présente la Constitution européenne dont il a dirigé la rédaction.
- 2012 : poursuit ses voyages à l'étranger.